

La démocratie assignée à la pédagogie

Philippe Meirieu

Les rituels commerciaux et les clichés médiatiques qui marquent traditionnellement la rentrée des classes risquent d'apparaître, cette année, particulièrement décalés. Nous ne pourrions pas, en effet, faire l'économie d'une réflexion éducative sur les attentats de l'été et la situation de notre pays. Les ministres de l'Éducation nationale et de l'Intérieur ont, d'ores et déjà, publié une circulaire afin de renforcer la sécurité dans les établissements. Qu'on juge ces mesures nécessaires ou absurdes, utiles ou insuffisantes, elles ne peuvent nous exonérer d'une véritable politique éducative. Politique éducative en direction des familles, souvent démunies face aux comportements de leurs enfants. Politique éducative envers les mouvements d'Éducation populaire, si malmenés depuis quelques années et qui doivent avoir les moyens de mailler tous les territoires afin de proposer aux jeunes des activités leur permettant de s'engager et de trouver là, tout à la fois, une place dans un groupe et un sens à leur existence. Politique éducative dans nos écoles où il nous faudra entendre les inquiétudes et les interrogations des élèves, leur permettre de mettre des mots sur leurs questions, d'échanger sereinement, entre eux et avec les adultes : il faudra, pour cela, mettre en place des rituels permettant l'émergence d'une parole apaisée, ne pas hésiter à passer par l'expression écrite ou graphique individuelle, utiliser la médiation d'un poème ou d'un roman, prendre des exemples dans l'histoire, évoquer des crises plus lointaines que vit l'humanité, solliciter l'inventivité des élèves en leur demandant de formuler en quoi chacun d'eux et collectivement ils peuvent contribuer à faire reculer la barbarie.

Mais, au-delà de ces moments spécifiques de réflexion, il nous faut un principe capable de fixer un cap aussi bien à la pédagogie dans la classe qu'aux nécessaires évolutions de notre institution scolaire.

Or, face à la montée de l'islamiste djihadiste comme des réactions de repli identitaire qu'il suscite, la réponse qu'Olivier Rebol fait, il y a quarante ans, à la question « Qu'est-ce qui doit fonder l'éducation ? » reste, plus que jamais d'actualité : « *Ce qui unit et ce qui libère* ». Nous avons en effet, tout à la fois, besoin d'unité – de commun sans communautarisme – comme nous avons besoin de liberté – d'individus sans individualisme. Nous avons besoin de nous redécouvrir semblables et de trouver la force de nous affirmer différents.

On sait que l'École de la République s'est largement construite sur la conviction que les savoirs unissent alors que les croyances séparent. Cela reste, évidemment, fondateur : parce qu'ils sont validés et reconnus, les savoirs nous rassemblent et, même s'ils

n'éradiquent pas automatiquement les croyances, ils stabilisent les relations des humains sur des bases qui leur permettent de ne pas se précipiter les uns sur les autres pour se détruire. Partager des savoirs, c'est déjà accepter une commune vérité qui peut permettre de confronter les croyances sans s'agresser. Mais encore faut-il que le maître qui invite l'élève à distinguer les savoirs de ses croyances n'enseigne pas ses propres savoirs comme des croyances. Vieux défi pédagogique dont Jules Ferry lui-même, qui invitait les instituteurs à s'inspirer des « méthodes actives » de Pestalozzi, était particulièrement conscient. Et enjeu de tous les jours, dans toutes les classes, sur le moindre des apprentissages proposés : « Ce que je dis là n'est pas une opinion... À l'École, on ne se justifie pas, mais on justifie... Et ce n'est jamais celui qui crie le plus fort ou séduit le plus qui a raison, mais celui qui démontre le mieux. » Propos essentiel et qui sera d'autant plus entendu que l'expérience commune viendra arbitrer entre les positions des uns et des autres.

Reste que les élèves ne sont pas réductibles à leur seule activité cognitive : ce sont des êtres qui vivent d'inquiétudes et d'espérances, de questions qui les taraudent et de passions qui les animent. La tradition cartésienne, même si elle permet de faire de « l'inter-argumentation rationnelle » le principe régulateur du débat public, ne peut décréter l'abolition de cette vie psychique chaotique. La culture peut, en revanche, lui donner forme et en faire un puissant moyen de rencontre entre les êtres. L'art, la littérature, la philosophie nous permettent, en effet, de nous découvrir fils et filles des mêmes questions fondatrices. Et, si nous ne partageons pas les mêmes réponses, au moins nous reconnaissons-nous, à travers nos interrogations, comme parties prenantes ensemble de « l'humaine condition ». Que nous apprend la figure de l'ogre dans les contes de notre enfance, si ce n'est qu'il est bien difficile d'aimer quelqu'un sans le dévorer ? Et celui qui prétendrait détenir la solution définitive pour associer miraculeusement l'amour et la liberté serait évidemment un imposteur. À question commune, réponses particulières et possibilité, donc, de confronter nos positions réciproques sans s'exclure les uns les autres du cercle de l'humain. Car la rencontre avec la littérature et les Humanités permet la confrontation avec le commun des singuliers... et c'est par là que passe l'apprentissage de l'empathie dont Martha Nussbaum montre bien qu'elle est la « passion démocratique » par excellence.

Ainsi l'École peut-elle créer du commun : elle le peut par la manière dont elle transmet des savoirs ; elle le peut en promouvant les activités artistiques et culturelles ; elle le peut en pratiquant une pédagogie coopérative où l'implication de chacune et de chacun permet la réussite de tous. Elle le peut, aussi, en faisant de la dimension écologique des savoirs un élément structurant de la découverte de la solidarité profonde qui nous lie au sein et avec la « Terre Patrie », comme dit Edgar Morin. Le commun se construit à l'École car, dans notre société républicaine, l'École n'est pas simplement le lieu où chacun apprend, c'est le lieu où l'on apprend ensemble et où, par l'apprentissage, on apprend à faire société.

Mais, si l'éducation est découverte de ce qui unit les humains, elle est aussi, et simultanément, apprentissage de ce qui les libère : ce qui libère de l'égoïsme initial et de l'immédiateté de la pulsion, ce qui libère du fantasme de la toute-puissance et de la soumission aveugle au pouvoir, ce qui libère des préjugés et des stéréotypes, ce qui libère de tous les enfermements et, en particulier, de l'emprise des gourous qui fournissent identité et sécurité au prix, terrible, de l'abdication de toute liberté.

Pour cela, l'École doit s'assumer délibérément comme un espace de décélération.

Loin de la prime à la réponse rapide, elle doit promouvoir la réflexivité critique. Elle doit imposer le sursis à la pulsion et à la réponse immédiate pour mettre à profit ce temps afin d'anticiper, d'échanger, de se documenter, de réfléchir... bref, d'apprendre à penser. Nous en sommes loin, nous qui courons toujours dans les couloirs et après les programmes, qui fuyons le silence comme la peste et notons un devoir définitivement sans laisser à l'élève la possibilité de profiter de nos conseils pour l'améliorer. Face à l'immédiateté du « tout - tout de suite » que la machinerie publicitaire et technologique promeut systématiquement, l'École doit jouer délibérément un rôle thermostatique. Ni rejet brutal de la réaction de l'élève, ni acceptation démagogique de son opinion, mais mise en suspens : « Prenons le temps d'y réfléchir... ». C'est ainsi seulement qu'elle contribuera à apprendre aux enfants et adolescents à résister aux séductions de toutes sortes. Séductions marchandes ou claniques. Mais aussi séduction du « surmusulman », selon l'expression de Fethi Benslama.

On me trouvera sans doute naïf : comment ce qui apparaît comme de la « cuisine pédagogique » peut-il lutter contre l'islamisme djihadiste, sa propagande et ses réseaux ? C'est qu'en matière éducative, nous ne voyons jamais vraiment les résultats de nos actes et, *a fortiori*, ce que nous avons contribué à empêcher. Chacun de nos élèves peut faire basculer le monde. Ou, tout le moins, nous devons « faire comme si ».

Pourtant, nous hésitons encore : car le pédagogue, comme tout le monde aujourd'hui, se trouve confronté à une question à la fois très simple et terriblement complexe, la question qui met en échec Socrate lui-même dans les toutes premières lignes de *La République* : comment se faire entendre de celui qui ne veut rien entendre ? Ou encore : comment faire entendre raison à celui qui n'a pas choisi la raison ? Question banale et quotidienne, mais si difficile que nous préférons parfois systématiser les explications pathologiques plutôt que de la regarder en face. Or, précisément, le radicalisme djihadiste pose cette question en un passage à la limite qui nous réinterroge sur notre projet de société.

Le pire, en effet, c'est que nous avons des réponses à cette question, les réponses de nos adversaires : l'intimidation, l'embrigadement et l'emprise, mais aussi toutes les camisolles technologiques et chimiques. Des réponses justement strictement limitées par nos principes démocratiques : nous pouvons nous protéger de la violence barbare, mais n'avons pas le droit de « faire entendre raison » aux humains par la contrainte systématique. En matière de convictions, il nous faut convaincre sans vaincre. C'est là la fragilité de notre démocratie, mais aussi sa légitimité et ce qui fait sa formidable force d'attraction pour les peuples. Que nous perdions cette force et notre société s'effondre.

C'est dire que la démocratie est assignée à faire de l'éducation sa priorité. Elle est assignée à la pédagogie. À revisiter son histoire et ses apports, à faire preuve, dans ce domaine, d'inventivité inlassable. Il faudra y penser en cette rentrée. Pour que nos enfants apprennent patiemment la vertu du débat démocratique. Et pour que les croyances haineuses et les réactions identitaires ne viennent pas balayer tout espoir. À l'École comme ailleurs.